

Les élections de 2022 en Corse : une continuité sous tension(s)

André Fazi

DANS **PÔLE SUD** 2023/1 (N° 58), PAGES 57 À 78
ÉDITIONS **CEPEL**

ISSN 1262-1676

ISBN 9782918036364

DOI 10.3917/psud.058.0057

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2023-1-page-57.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CEPEL

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LES ÉLECTIONS DE 2022 EN CORSE : UNE CONTINUITÉ SOUS TENSION(S)

André Fazi

Université de Corse, EMRJ (UR 7311)

RÉSUMÉ/ABSTRACT

En Corse, la séquence électorale de 2022 s'inscrit dans la continuité de celle de 2017, avec un processus de dénationalisation du politique qui se poursuit. La droite radicale a atteint des sommets lors de la présidentielle avec plus de 58% des voix au second tour, alors que les élections législatives ont réaffirmé la domination locale du nationalisme corse, qui a historiquement cherché à s'en différencier autant que possible. Cet article est principalement consacré à la compréhension de ces deux électors. Il confirme que si une porosité existe entre eux, les données écologiques écartent l'idée d'un phénomène massif. Il montre aussi comment le nationalisme corse, tout en conservant ses trois députés sur quatre, est fragilisé par ses divisions internes, avec une frange contestataire de plus en plus critique vis-à-vis de la majorité régionale. Cela génère des risques au niveau électoral mais aussi à celui des évolutions institutionnelles actuellement discutées avec le gouvernement.

In Corsica, the 2022 electoral sequence is in line with that of 2017, with a continuing process of denationalisation of politics. The radical right reached new heights in the presidential election with more than 58% of the vote in the second round, while the legislative elections confirmed the local dominance of Corsican nationalism, which has historically sought to distance itself as much as possible from this right. This article mainly provides a deeper understanding of these two electorates. It confirms that while there is a certain porosity between them, the ecological data rule out the idea of a massive phenomenon. It also shows how Corsican nationalism, while retaining its three MPs out of four, is undermined by its internal divisions, with contentious groups that are increasingly opposed to the regional majority. This situation is risky in terms of electoral results, and could also compromise the institutional changes that are currently under discussion with the government.

MOTS-CLÉS/KEYWORDS

Nationalisme, régionalisme, droite radicale, élections nationales, territorialisation

Nationalism, regionalism, radical right, national elections, territorialisation

Depuis 2017, la situation politique de la Corse est de plus en plus complexe et singulière. Au niveau régional, la domination des nationalistes corses n'a cessé de croître depuis 2015. Lors des élections territoriales de 2021, ceux-ci ont rassemblé quasiment 68% des suffrages exprimés, soit un record en Europe. Au niveau des parlementaires, ils ont conquis depuis 2017 quatre des six sièges attribués à l'île. Au niveau local, la progression est plus difficile mais sensible (Fazi 2021).

Inversement, lors des scrutins présidentiels les électeurs insulaires s'orientent de plus en plus vers la droite radicale, dont l'idéologie se structure autour du nativisme, de l'autoritarisme et du populisme (Mudde 2007 : 16-26), et qui est hostile aux principales revendications nationalistes corses – autonomie, co-officialité de la langue corse, etc. En 2017, le président du conseil exécutif de Corse, Gilles Simeoni, appela à voter Emmanuel Macron au second tour en arguant d'une « incompatibilité totale » entre les modèles de société respectifs des nationalistes corses et de Marine Le Pen¹.

En 2022, les résultats des élections nationales en Corse apparaissent plus que jamais difficiles à interpréter. Lors de l'élection présidentielle, l'île est la région métropolitaine qui a le plus voté en faveur de la droite radicale, où je ne classe que M. Le Pen et Éric Zemmour ; le cas de Nicolas Dupont-Aignan me paraissant plus ambigu. Au second tour, le résultat de M. Le Pen – en suffrage exprimés – se situe quasiment six points au-dessus de celui des Hauts-de-France, deuxième région la plus lepéniste en métropole.

En revanche, lors des élections législatives, aucun candidat du parti de M. Le Pen n'est parvenu au second tour. Les nationalistes corses ont conservé leurs trois sièges, dont deux très facilement, et ils ont pu menacer le grand favori dans la seule circonscription qui leur avait échappé cinq ans auparavant.

Ainsi, la continuité de cette « nouvelle phase de dénationalisation du système politique corse » caractérisée en 2017 (Fazi 2017) est évidente. Acteurs, enjeux et comportements politiques diffèrent plus encore de ceux que l'on observe au niveau national.

Toutefois, cela n'est pas synonyme de stabilisation. Du point de vue du système de partis, d'une part, la rupture de la coalition nationaliste qui a dirigé l'île entre 2015 et 2021 (Fazi 2022) a généré de lourdes dissensions. D'autre part, la droite insulaire s'est fragmentée un peu plus du fait de la structuration d'Horizons, allié du Président Macron.

Du point de vue des relations entre la Corse et l'État, l'agression mortelle en prison du militant nationaliste Yvan Colonna, à moins de 40 jours du premier tour de la présidentielle, a eu des impacts majeurs. Alors que le dialogue politique était bloqué depuis des années (Fazi 2020), elle a déclenché de violentes mobilisations suite auxquelles le gouvernement a déclaré l'ouverture d'une « discussion sans précédent autour de la question institutionnelle »². Cette nouvelle offre a d'abord exacerbé la compétition entre nationalistes³.

1. « Gilles Simeoni : La Corse doit, par son vote, dire "Non" au Front National et à Madame Le Pen », *Corse Net Infos*, 26 avril 2017, https://www.corsenetinfos.corsica/Gilles-Simeoni-La-Corse-doit-par-son-vote-dire-Non-au-Front-National-et-a-%CC%80-Madame-Le-Pen_a27037.html.

2. Interview de Gérald Darmanin, *Corse-Matin*, 16 mars 2022.

3. Negrel P., « Un contexte chaotique où chaque parti joue sa carte », *Corse-Matin*, 14 mars 2022.

En somme, je vais montrer comment la continuité des résultats électoraux accentue un processus de dénationalisation du politique, tout en s'inscrivant dans un contexte de recompositions et de tensions qui est porteur de lourdes incertitudes. Considérant qu'ils sont les acteurs centraux, je concentrerai l'analyse sur la compréhension du vote en faveur des candidats de la droite radicale à la présidentielle et des nationalistes corses aux législatives.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : UNE SINGULARITÉ ACCRUE

Lors de l'élection présidentielle de 2017, la Corse était fort éloignée des résultats nationaux au niveau tant de la participation – bien plus faible – que du score – bien plus élevé – de la droite radicale. Les résultats de 2022 révèlent essentiellement une accentuation de ces spécificités.

Une élection de confirmation

Au second tour de la présidentielle de 2022, les Français ont accordé plus de 58% de leurs voix à E. Macron, réélu pour un second mandat ; les électeurs corses ont fait le contraire (cf. tableau 1).

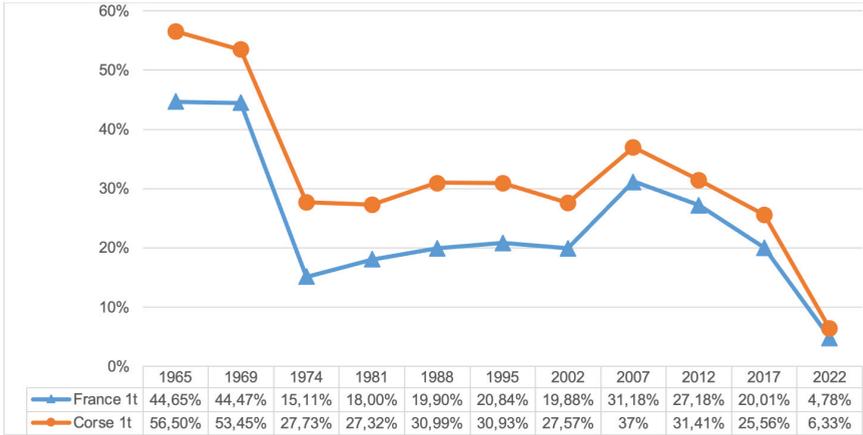
Au premier tour, M. Le Pen ne progresse pas depuis 2017 (+ 0,73% des exprimés mais -1,08% des inscrits), et obtient un résultat moins bon que dans le Grand Est et les Hauts-de-France. En revanche, É. Zemmour a obtenu son meilleur résultat parmi les régions, tant et si bien que la Corse est la région où la droite radicale est la plus représentative au premier tour. Au second tour, la progression de M. Le Pen est légèrement supérieure à celle qui est constatée au niveau national.

Tableau 1. Les résultats de l'élection présidentielle de 2022

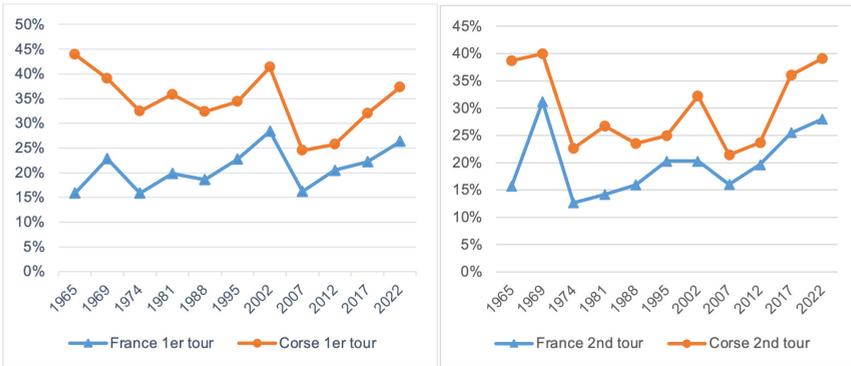
Candidats	1 ^{er} tour			2 nd tour			
	% des inscrits (Corse)	% des exprimés (Corse)	% des exprimés (France)	Candidats	% des inscrits (Corse)	% des exprimés (Corse)	% des exprimés (France)
M. LE PEN	17,34	28,59	23,15	M. LE PEN	31,98	58,08	41,45
E. MACRON	10,99	18,12	27,85	E. MACRON	23,08	41,92	58,55
J.-L. MÉLENCHON	8,11	13,37	21,95				
É. ZEMMOUR	7,76	12,79	7,07				
J. LASSALLE	6,31	10,40	3,13				
V. PÉCRESE	3,84	6,33	4,78				
Y. JADOT	1,97	3,25	4,63				
F. ROUSSEL	1,87	3,08	2,28				
N. DUPONT-AIGNAN	1,07	1,76	2,06				
A. HIDALGO	0,65	1,07	1,75				
P. POUTOU	0,56	0,93	0,77				
N. ARTHAUD	0,19	0,31	0,56				

En parallèle, LR a connu une chute encore plus vertigineuse qu'ailleurs. Classiquement, les électeurs corses favorisaient les candidats de la droite gaulliste ou post-gaulliste, mais beaucoup se sont tournés vers la droite radicale. Déjà en 2017, on observait de fortes corrélations entre le vote Le Pen et le vote Sarkozy de 2012 (Fazi 2017).

Graphique 1. La droite gaulliste et post-gaulliste au 1^{er} tour des présidentielles⁴



Graphiques 2 et 3. L'évolution de l'abstention aux présidentielles. 1965-2022



Le bon résultat d'É. Zemmour renforce l'image d'un transfert de voix au niveau des deux grands pôles de la droite, mais sans remettre en question la thèse de la continuité globale. D'une part, la recomposition à droite avait commencé cinq ans plus tôt et ne fait que s'accroître. D'autre part, le différentiel de participation, fortement reparti à la hausse en 2017, s'accroît encore et dépasse 11% aux deux tours. Tant l'abstention systématique que l'abstention intermittente sont plus élevées qu'au niveau national, s'élevant à 26% et 18%, contre 17% et 13%⁵. Ainsi, si l'on observe les votes sur les inscrits, le résultat de M. Le Pen au second tour est inférieur à celui des Hauts-de-France, du Grand Est et de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

4. Je n'ai considéré que les candidats De Gaulle, Pompidou, Chaban-Delmas, Chirac, Sarkozy, Fillon et Pécresse.

5. INSEE, « En 2022, une participation électorale plus faible au scrutin présidentiel en Corse », *Insee Flash Corse*, n° 72, novembre 2022.

Enfin, hormis pour les candidats Zemmour, Péresse et Lassalle, la stabilité des résultats au premier tour est confondante.

Tableau 2. Continuité et discontinuité des résultats en Corse 2017-2022

Candidats	% Exprimés 2017	% Exprimés 2022
M. LE PEN	27,88	28,59
E. MACRON	18,48	18,12
J.-L. MÉLENCHON	13,81	13,37
É. ZEMMOUR	-	12,79
J. LASSALLE	5,64	10,40
V. PÉRESSE	-	6,33
Y. JADOT	-	3,25
F. ROUSSEL	-	3,08
N. DUPONT-AIGNAN	2,89	1,76
A. HIDALGO	-	1,07
P. POUTOU	0,89	0,93
N. ARTHAUD	0,32	0,31
F. FILLON	25,56	-
B. HAMON	3,74	-
F. ASSELINEAU	0,63	-
J. CHEMINADE	0,16	-

La progression de J. Lassalle est assez simple à interpréter. Allié des nationalistes corses à l'Assemblée nationale, au niveau communal ses résultats sont positivement corrélés – entre 0,133*** et 0,151*** – à ceux des listes nationalistes qui avaient réuni 57,70 et 67,98% des voix lors des élections territoriales de 2021, et les résultats des législatives confirmeront ce lien. À l'inverse, le candidat le plus ouvert aux revendications nationalistes corses, l'écologiste Yannick Jadot, est en-dessous de son niveau national.

L'incertitude demeure sur les électeurs de François Fillon en 2017. On ne trouve aucune corrélation avec M. Le Pen, ni avec E. Macron qui a conquis entre 34 et 39% de cet électorat au niveau national⁷. Quant à la corrélation avec le vote Zemmour, elle est très significative mais son effet est faible (0,080***). Cela étant, même si É. Zemmour a manifestement séduit un nombre non négligeable d'électeurs lepénistes de 2017 (0,168***), le doute persiste sur l'origine de ses autres soutiens. Considérant le niveau élevé de l'abstention en 2017, il semble plausible qu'il ait attiré beaucoup de nouveaux électeurs. Quant à l'électorat de M. Le Pen, son extension nécessite des approfondissements.

Le phénomène Le Pen : une approche régionale

Dans cette section, je présenterai les éléments contextuels qui ont probablement contribué au succès de M. Le Pen en Corse, en partant des plus généraux. Il faut considérer d'abord la structure socioéconomique. La Corse étant la deuxième région de province à compter le plus d'immigrés, et ses deux départements étant parmi les plus inégalitaires en matière de revenus, le vote Le Pen y bénéficierait d'un terreau favorable (Vasilopoulos et al. 2022).

6. *p < 0,05, **p < 0,01 ***p < 0,001.

7. Je me fonde sur les enquêtes menées les jours de scrutin par les instituts BVA, Harris, IFOP, IPSOS et OpinionWay.

Il faut considérer ensuite les récentes évolutions de son parti, qui ont pu lui permettre d'optimiser son potentiel. La première est l'évolution stratégique. Depuis dix ans, la stratégie de normalisation – ou dédramatisation –, qui fait l'objet d'une attention élevée (Paxton & Peace 2020), est efficace. L'image du Rassemblement national [RN] s'améliore⁸.

La deuxième réside dans des réorientations programmatiques nationales. Son nouveau discours économique, plus étatiste, défenseur des services publics et pourfendeur des diktats européens et internationaux (Ivaldi 2015), peut séduire beaucoup d'électeurs dans la région métropolitaine qui connaît le taux de pauvreté, la part de l'emploi public chez les salariés, les inégalités salariales, les prix des produits alimentaires et biens et services à la personne les plus élevés⁹.

La troisième réside dans sa nouvelle capacité d'adaptation aux enjeux locaux (Ivaldi & Dutozia 2018). M. Le Pen s'oppose aux revendications emblématiques des nationalistes corses telles l'autonomie et la co-officialité de la langue corse, mais son discours rejoint celui des nationalistes sur d'autres points fondamentaux tels que la fiscalité des successions, la protection de l'environnement, la lutte contre la spéculation foncière et le « déficit des investissements de l'État »¹⁰.

Il faut considérer enfin les faiblesses de ses adversaires et particulièrement du premier d'entre eux. Au niveau national, E. Macron perd 7,55% des exprimés par rapport à 2017, et entre 42 et 50% des électeurs de M. Le Pen auraient fait ce choix avant tout pour s'opposer à lui.

Croire en l'homogénéité idéologique des électeurs lepénistes est toujours moins possible. D'une part, jusqu'à 49% des citoyens se positionnant à l'extrême-gauche auraient voté Le Pen en 2022. D'autre part, le rejet du Président ne s'interprète pas uniquement suivant des critères nationaux. Au second tour, M. Le Pen obtient en moyenne plus de 60% des voix dans les départements et régions d'outre-mer, qui étaient totalement rétifs à son projet politique. On ne saurait voir là une adhésion idéologique mais un « rejet massif de la politique gouvernementale conduite localement »¹¹.

En Corse, par rapport à 2017, E. Macron perd 9,56% des suffrages exprimés, soit deux points de plus qu'au niveau national, du fait de lourds handicaps. Premièrement, son déficit de sympathie et de proximité¹² peut avoir un impact supérieur dans une île où la culture politique se fonde sur les relations interpersonnelles (Lenclud 1986), et où sa première visite présidentielle, entre « arrogance jupitérienne » et « fouille humiliante » des élus nationalistes, avait transmis un « message désastreux »¹³.

8. IPSOS, *Fractures françaises : vague 10*, octobre 2022, pp. 118-120, https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2022/10/Fractures_francaises_vague10.pdf

9. Je me fonde sur les données les plus récentes de l'INSEE.

10. Interview de M. Le Pen, *Corse-Matin*, 6 avril 2022.

11. Larcher S., « La tentation du fascisme en postcolonie ? Sur la victoire de Le Pen aux Antilles », *AOC*, 27 mai 2022, <https://aoc.media/analyse/2022/05/26/la-tentation-du-fascisme-en-postcolonie-sur-la-victoire-de-le-pen-aux-antilles>

12. Odoxa, *Baromètre politique. Avril 2022*, 20 avril 2022, <http://www.odoxa.fr/sondage/le-duel-dimage-et-de-competences-percues-est-desormais-tres-serre-entre-emmanuel-macron-et-marine-le-pen/>

13. Fabiani J.-L., « Mobilisations en Corse : avancée ou régression ? », *AOC*, 25 mars 2022, <https://aoc.media/analyse/2022/03/24/mobilisations-en-corse-avancee-ou-regression/?loggedin=true>.

Deuxièmement, ce déficit d'image a des impacts organisationnels. Le parti présidentiel n'a jamais réussi à se structurer en Corse. Il n'a pas accordé d'investitures pour les municipales de 2020 et les territoriales de 2021 parce que ses soutiens les refusent. Lors de ces territoriales de 2021, la liste du principal soutien historique du Président, Jean-Charles Orsucci, maire de Bonifacio, n'a même pas réuni 6% des voix.

Troisièmement, les relations tendues avec la majorité nationaliste ont renforcé son image négative. Avant le second tour de 2017, les *leaders* nationalistes corses étaient sortis de leur traditionnelle neutralité afin de favoriser un vote de barrage à M. Le Pen (Fazi 2017). Pourtant, leurs relations avec l'État se sont révélées infructueuses. Malgré les plus de 56% de voix nationalistes lors des territoriales de 2017, E. Macron a totalement rejeté leurs principales demandes, suscitant des frustrations et tensions croissantes (Fazi 2020).

Les élections territoriales de 2021 ont modifié la configuration. D'une part, alors que le soutien du Président Macron, J.-C. Orsucci, était éliminé au premier tour, les nationalistes ont encore gagné en légitimité avec près de 68% des voix. D'autre part, *Femu a Corsica* [FaC], le parti du président du conseil exécutif, l'autonomiste G. Simeoni, a mis fin à l'expérience de la coalition l'unissant à un autre parti autonomiste, le PNC¹⁴, et un indépendantiste, *Corsica Libera* (Fazi 2022), ce qui était susceptible de faciliter les relations avec l'État.

Un événement exceptionnel a généré un nouveau raidissement : l'agression, le 2 mars 2022, d'Y. Colonna. La Corse a connu un mois de mobilisations tel qu'elle n'en avait pas connu depuis plus de 40 ans. La responsabilité de l'État était en cause, et à moins d'un mois du premier tour, le gouvernement a ouvert la porte à l'autonomie afin de limiter les risques de dégâts humains et matériels. Cependant, le basculement est apparu sujet à caution, cédant en apparence à quelques centaines de manifestants violents ce qu'il refusait depuis des années à des dizaines de milliers d'électeurs, tout en excluant tout engagement concret¹⁵. En somme, l'épisode a certainement incité de nombreux électeurs, spécialement nationalistes, à ne pas voter pour E. Macron. Auraient-ils pour autant soutenu sa concurrente ?

Le phénomène Le Pen : une approche communale

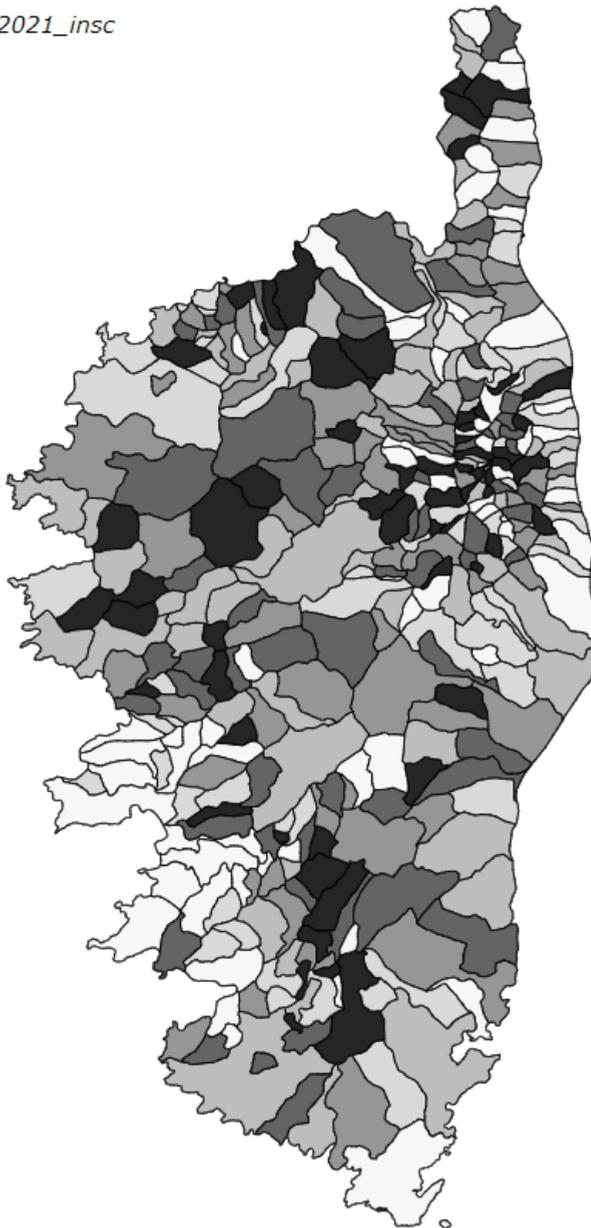
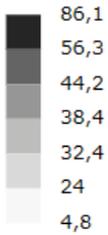
En Corse, les années 2010 ont vu la massification concomitante des votes pour le nationalisme corse aux élections territoriales et législatives, et pour la droite radicale lors des scrutins présidentiels. Cela alimenta la thèse d'une forte porosité idéologique entre les deux forces. Tous les nationalismes se fonderaient sur le rejet de l'Autre, et les électeurs nationalistes corses rejetteraient non seulement les Français continentaux mais les immigrés en général, les conduisant à soutenir massivement M. Le Pen.

14. *Partitu di a Nazione Corsa*.

15. Fabiani J.-L., *op. cit.*

Carte 1 : résultats par commune des nationalistes corses aux territoriales de 2021 (1^{er} tour)

Total_natio_1t_2021_insc



Carte 2 : résultats par commune de la droite radicale
à la présidentielle de 2022 (1^{er} tour)



Néanmoins, comme en 2017, nous ne disposons pas de données individuelles fiables (Fazi 2017). Ce double vote existe, mais nous ne pouvons mesurer précisément son extension et moins encore sa signification pour les intéressés. Les électeurs de M. Le Pen sont loin d'avoir tous les mêmes convictions et motivations, et il en est de même pour les électeurs nationalistes corses.

Suivant l'INSEE¹⁶, il est probable qu'une grande proportion des nationalistes corses s'abstienne lors des présidentielles. 32% des électeurs corses qui n'ont pas voté aux deux tours de la présidentielle de 2022 sont revenus aux urnes pour les législatives, alors que la moyenne nationale n'est que de 6%. Selon Hublet et Battestini (2022), au premier tour environ deux tiers de l'électorat de M. Le Pen se composait de citoyens s'étant abstenus aux territoriales de 2021. Au second tour, plus de la moitié des électeurs nationalistes se seraient abstenus, tandis que la moitié des électeurs lepénistes en aurait fait autant lors des territoriales.

La cartographie communale renforce cette hypothèse de la différenciation des électors¹⁷. Avec les cartes 1 et 2, je compare les résultats – sur les inscrits – obtenus par les listes nationalistes corses au premier tour des territoriales de 2021 aux résultats des candidats de la droite radicale lors du premier tour de la présidentielle de 2022. La division retenue, en six quantiles, révèle de nets écarts.

L'analyse écologique, conjuguant variables politiques et sociales au niveau communal¹⁸, permet d'apporter d'autres réponses. Dans le tableau 3, je considère les pourcentages de vote sur les inscrits et le résultat d'É. Zemmour. Le modèle 1 comprend cinq variables relatives à la population ; le modèle 2 y rajoute trois variables relatives au logement ; le modèle 3 y rajoute quatre variables relatives à l'économie ; enfin, le modèle 4 y rajoute quatre variables politiques, spécialement relatives à la participation électorale et au vote en faveur des nationalistes corses lors des territoriales de 2021.

Du côté des variables politiques, il n'y a pas de corrélation entre le vote nationaliste corse aux territoriales de 2021 et le vote pour la droite radicale à la présidentielle de 2022. Hublet et Battestini (2022) ont révélé des nuances suivant les partis nationalistes, et un groupe de communes (78/360) où la porosité serait avérée, mais globalement « l'électorat nationaliste corse n'est pas plus porté à voter Le Pen que l'électorat unioniste ».

Cela n'infirme pas l'existence du phénomène, mais les questions demeurent celles de la mesure et des moteurs. Les hypothèses qui m'apparaissent les plus plausibles sont : 1/ celle d'électeurs qui voient dans ces votes les meilleurs vecteurs d'expression de leur mécontentement dans leur arène respective ; et 2/ celle d'électeurs éprouvant une angoisse identitaire face au multiculturalisme et plus largement face aux évolutions des modes de vie et des comportements sociaux, qui y répondraient par ce double vote.

16. INSEE, *op. cit.*

17. J'ai utilisé l'outil développé par le CNRS : <http://magrit.cnrs.fr/>

18. 46 variables sociales ont été testées, sur la base de données INSEE, Portail de l'artificialisation des sols, et Observatoire des territoires. Je remercie Sauveur Giannoni pour son indispensable soutien.

Au niveau des grands pôles de droite, le choix de N. Sarkozy au second tour de 2012 affecte positivement celui de la droite radicale en 2022. *A contrario*, le vote pour F. Fillon – testé aussi – a un impact négatif, qui n'est pas toujours significatif. Il est donc probable que de nombreux électeurs de N. Sarkozy se soient tournés vers M. Le Pen dès le premier tour de 2017. Moins attendu aussi, l'effet de l'absentéisme aux territoriales de 2021, suggérant un désintérêt pour ce type de scrutin, est faible et même sous le seuil de significativité au second tour.

Du côté des variables sociales, la Corse confirme que le vote pour la droite radicale est difficilement saisissable (Gombin 2015 ; Patana 2022). Cependant, son électorat pourrait y présenter des particularités notables.

Sur le continent, M. Le Pen est la candidate privilégiée des catégories socioprofessionnelles inférieures, des revenus les plus modestes, des moins diplômés et de ceux qui se sentent défavorisés. En Corse, les données permettent de penser qu'elle s'appuie aussi sur une forte base populaire, mais obtient de meilleurs résultats dans des catégories plus aisées.

L'observation du vote dans le pourtour d'Ajaccio invite à développer cette hypothèse. Comme en 2017, M. Le Pen obtient d'excellents résultats – jusqu'à 69,18% des exprimés – dans des communes résidentielles dont la population a fortement augmenté depuis 20 ans, où le revenu médian¹⁹ et le prix du logement sont supérieurs à la moyenne, et qui comptent peu d'immigrés. Vivre dans ces communes suppose des coûts notables, par exemple en matière de déplacements, qui peuvent générer des frustrations et encourager le vote pour la droite radicale (Patana 2022). Néanmoins, on doit envisager autant l'hypothèse du *white flight*, c'est-à-dire que l'hostilité à l'immigration joue *a priori* un rôle important dans le choix d'y résider (Kaufmann & Harris 2015).

Pour en revenir à la Corse entière, on note une première exception : plus le type de commune est peuplé, plus le vote Le Pen est élevé, et inversement pour le vote Macron²⁰. Il y a là un aspect décisif, singulièrement au regard du coût du logement, dont Adler et Ansell (2020) ont montré que le renchérissement propre aux communes attractives défavorise généralement le vote Le Pen.

19. Ces données du revenu médian ne sont disponibles que pour 205 communes sur 360.

20. En 2021, même si la relation n'était pas aussi linéaire, le vote nationaliste corse était plus élevé dans les petites communes.

Tableau 3. Les facteurs du vote pour la droite radicale

Modèle	1 ^{er} tour : Le Pen / Zemmour				2 nd tour : Le Pen			
	I	2	3	4	I	2	3	4
Constante : %vote sur inscrits par commune (360) pour le(s) candidat(s) de la droite radicale	32,288 (12,632)	7,295 (1,350)	-4,927 (-0,867)	-0,089 (-0,010)	40,576 (12,501)	22,669 (3,000)	8,452 (0,980)	15,849 (1,870)
Part des ménages ayant emménagé depuis 10 ans ou plus - moyenne 2008-2013-2018	-0,196*** (-4,259)	-0,206*** (-3,370)	-0,141** (-2,947)	-0,070 (-1,370)	-0,204*** (-3,484)	-0,254** (-2,880)	-0,188* (-2,170)	-0,106 (-1,310)
Évolution annuelle moyenne de la population due au solde apparent entrées/sorties 2013-2018	0,343* (2,152)	0,235 (1,300)	0,285 (1,945)	0,336* (2,060)	0,322 (1,594)	0,222 (0,990)	0,288 (1,340)	0,360 (1,740)
Part des immigrés dans la population 2018	0,048 (0,622)	0,080 (1,000)	0,006 (0,080)	-0,031 (-0,400)	-0,083 (-0,845)	0,016 (0,130)	-0,070 (-0,620)	-0,102 (-0,920)
Part des non ou peu diplômés dans la pop. non scolarisée de 15 ans ou + 2018	0,091 (1,877)	0,144* (2,580)	0,083 (1,793)	0,076 (1,510)	0,158* (2,554)	0,196** (2,650)	0,117 (1,610)	0,117 (1,660)
Part des personnes âgées de 75 ans ou + 2018	-0,165* (-2,455)	-0,121 (-1,530)	0,053 (0,755)	0,010 (0,130)	-0,223** (-2,649)	-0,201 (-1,800)	0,001 (0,010)	-0,045 (-0,410)
Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) dans le total des logements 2018	-0,059** (-1,729)	-0,039 (-1,690)	-0,039 (-1,690)	-0,033 (-0,633)		-0,088** (-3,180)	-0,068* (-2,450)	-0,064* (-2,320)
Part des propriétaires dans les résidences principales 2018	0,107* (2,570)	0,129** (3,230)	0,129** (3,230)	0,081* (2,340)		0,172** (3,690)	0,197*** (2,970)	0,141** (2,890)
Moyenne des loyers du parc privé locatif T3 2022	0,263*** (6,010)	0,203*** (4,572)	0,203*** (4,572)	0,101* (2,380)		0,156* (2,560)	0,108 (1,720)	0,007 (0,120)
% Articulisation des sols 2009-2021		0,086* (2,074)	0,086* (2,074)	0,049 (1,680)			0,064 (1,580)	0,032 (0,990)
Part des ouvriers - Moyenne 2008-2013-2018		0,536*** (4,572)	0,536*** (4,572)	0,461** (3,390)			0,742*** (4,220)	0,663*** (3,980)
Part des employés - Moyenne 2008-2013-2018		0,214* (2,179)	0,214* (2,179)	0,282** (3,050)			0,146 (1,070)	0,227 (1,790)
Taux de chômage des 15-64 ans		0,067 (1,405)	0,067 (1,405)	0,015 (0,270)			0,076 (0,920)	0,018 (0,250)
% Abstention - 1 ^{er} tour présidentielle 2022				-0,196*** (-5,020)				-0,242*** (-4,350)
% votes/inscrits Sarkozy - 2 nd tour présidentielle 2012				0,129*** (3,900)				0,124* (2,580)
% Abstention - 2 nd tour territoriales 2021				0,128** (3,330)				0,101 (1,860)
% vote/inscrits nationalistes corses - 2 nd tour terr. 2021				0,024 (0,790)				0,024 (0,560)
Erreur-type	6,902	6,507	6,242	5,680	8,764	8,485	8,197	7,734
Coefficient de détermination	0,399	0,509	0,571	0,669	0,337	0,420	0,490	0,575
R ²	0,159	0,259	0,326	0,448	0,114	0,176	0,240	0,331
R ² ajusté	0,147	0,242	0,303	0,422	0,101	0,157	0,214	0,300

Tableau 4. Votes/exprimés au 1^{er} tour de la présidentielle selon la catégorie de communes

	Moins de 100 inscrits (n=99)	100-499 inscrits (n=172)	500-999 insc. (n=39)	1000-2999 insc. (n=39)	3000 insc. et plus (n=11)
J.-L. Mélenchon	12,82%	12,53%	12,85%	13,39%	13,84%
E. Macron	21,12%	18,61%	17,97%	18,73%	17,31%
J. Lassalle	16,19%	15,53%	12,58%	9,33%	8,32%
M. Le Pen	18,92%	23,23%	27,17%	29,52%	30,93%
É. Zemmour	10,349%	11,60%	13,20%	13,15%	13,05%

En Corse, la situation semble inverse. Dans plusieurs modèles et spécialement au premier tour, la moyenne des loyers a un impact positif sensible pour la droite radicale. Cela signifie probablement qu'il y a trop de perdants et trop peu de gagnants du renchérissement, mais il demeure que cette famille politique est loin de séduire particulièrement dans les zones peu attractives. En outre, la part des propriétaires de leur résidence principale, donc d'un patrimoine important, a toujours un impact significatif et positif.

Au niveau de l'éducation, le niveau de diplôme paraît beaucoup moins discriminant que sur le continent. La part des moins diplômés n'a d'effet significatif que dans une minorité de modèles. Seule la part des diplômés à bac +5 a un effet négatif important pour la droite radicale, alors que la part des détenteurs d'un bac +2 n'a d'effet significatif dans aucun modèle²¹.

Le même constat est fait au niveau de l'âge. Alors que les sondages nationaux indiquent qu'à partir de 60 ans le vote Le Pen décline fortement, en Corse la part des plus de 75 ans n'a d'impact significatif négatif que dans le modèle 1.

Au demeurant, cela ne signifie pas qu'en Corse l'électorat de la droite radicale diffère en tous points. Par exemple, au niveau des communes ou des quartiers, le chômage n'a généralement pas d'effet (Vasilopoulos et al. 2022) et il n'en a pas plus en Corse. Surtout, la droite radicale apparaît là aussi privilégiée par les catégories socioprofessionnelles inférieures, dont M. Le Pen est devenue la candidate préférée en France. La part des employés n'a un effet significatif positif qu'au premier tour, et il est modéré. En revanche, de toutes les variables testées, la plus robuste et puissante est la part des ouvriers²².

Enfin, le thème de la démographie est le plus polémique. D'un côté, on doit évaluer l'impact des parts d'immigrés et/ou d'étrangers. Au niveau de la commune ou du quartier, la littérature conclut généralement à un impact négatif (Della Posta 2013 ; Evans & Ivaldi 2021 ; Vasilopoulos et al. 2022). En Corse, elles n'ont d'effet dans aucun des modèles testés.

Le vote des quartiers prioritaires, aux fortes parts d'étrangers, témoigne toutefois d'une grande complexité. À Ajaccio, ces bureaux sont globalement plus enclins qu'en moyenne à voter M. Le Pen. Néanmoins, ils ne sont pas les plus lepénistes et les variations sont confondantes. Dans trois bureaux sis dans la même école, M. Le Pen obtient respectivement 26%, 42,64% et 49,92% des exprimés au premier

21. Individuellement, le niveau de diplôme affecte même très positivement le vote pour la droite radicale (0,363*** et 0,373**).

22. Individuellement, l'effet positif atteint jusqu'à 1,255***.

tour. Dans le quartier des Salines, l'addition des votes Le Pen et Zemmour ne dépasse jamais 30% des inscrits, alors que ce seuil est franchi dans plusieurs zones et communes adjacentes. Aussi doit-on poser l'hypothèse d'un effet halo (Evans & Ivaldi 2021), signifiant que le vote pour la droite radicale est maximal aux contours des quartiers culturellement les plus pluriels. La situation est encore plus contrastée à Bastia, où l'un des deux quartiers prioritaires a beaucoup moins voté pour M. Le Pen que l'ensemble de la ville.

D'un autre côté, on peut formuler l'hypothèse plus spécifique d'une divergence entre résidents de longue date et récemment installés. La population de la Corse a crû de plus de 34% depuis 1999, quasi exclusivement du fait d'installations de Français continentaux, et la progression de la droite radicale est parfois rattachée à cette population nouvelle. Cette croissance amplifie la compétition pour certaines ressources, surtout en matière d'immobilier, où les coûts ont explosé²³ et donc fait des gagnants et des perdants, des citoyens qui sont heureux de s'enrichir (Adler & Ansell 2020), et d'autres qui éprouvent des difficultés et des « contraintes résidentielles » supplémentaires, pouvant les orienter vers le vote Le Pen (Patana 2022).

Dans tous les modèles sociologiques, la part des ménages installés depuis plus de dix ans dans la commune affecte significativement et négativement le vote pour la droite radicale aux deux tours. Si on la remplace par la part des ménages installés depuis moins de deux ans, l'effet inverse est supérieur au second tour dans les modèles 1 et 2. En somme, le vote pour la droite radicale procéderait largement : 1/ de Français récemment installés en Corse, et 2/ d'insulaires de plus longue date qui ont récemment changé de commune parce qu'ils n'avaient pas les moyens de se loger comme ils le souhaitaient et/ou parce qu'ils se trouvaient trop au contact d'immigrés.

En définitive, la droite radicale semble bénéficier en Corse d'une base sociologique plus large qu'au niveau national. Le vote Le Pen y paraît notamment moins dépendant de l'âge, de la richesse et du diplôme. Toutefois, cet élargissement n'a d'effet sensible que pour l'élection présidentielle. Aux élections législatives, où les enjeux et l'offre politiques sont très différents, le RN est au mieux un acteur secondaire.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : FRAGILISATION ET RÉAFFIRMATION NATIONALISTE

En 2017, le triomphe de trois candidats nationalistes corses sur quatre circonscriptions avait eu un grand retentissement. Dans ce type de scrutin, ce mouvement n'avait jamais enregistré de victoire (Fazi 2017), et sa domination sur le système politique corse s'est affermie suite aux élections municipales de 2020 (Fazi 2021) et territoriales de 2017 et 2021 (Fazi 2022).

23. Assemblée de Corse, *Rapport d'information sur les marchés fonciers et immobiliers en Corse*, n° 2019/E3/241, session des 25-26 juillet 2019, <https://www.isula.corsica/assemblea/docs/rapports/2019E3241-Rapport-information-marches-fonciers-immobiliers-Corse.pdf>.

Cependant, les législatives de 2022 se sont déroulées dans un contexte nouveau, très tendu, où les différents acteurs nationalistes ont cherché à optimiser leurs propres positions. Cette compétition a fourni de nouvelles opportunités à leurs opposants.

Une offre politique peu attractive

Sans surprise, l'offre politique nationaliste fut asymétrique. Les partis des sortants autonomistes – ou modérés – se sont mobilisés pour obtenir au moins leur réélection. Inversement, les partis indépendantistes ont été très critiques, notamment sur l'absence de recherche de convergences. Avant le second tour, *Corsica Libera* a affirmé son refus de soutenir les candidats du parti de la majorité territoriale, *FaC*, jugé seul responsable de la division des nationalistes et prêt à sacrifier les revendications essentielles du mouvement.

Du côté des autres forces politiques, la gauche reste divisée et atone. La Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES) n'a pu investir de candidats dans l'île. Pour le reste de la gauche, le parti radical de Haute-Corse a obtenu l'investiture d'un de ses membres par la coalition présidentielle. Quant au parti présidentiel, Renaissance, il semble inexistant.

On peut trouver quelque signe de remobilisation à droite, mais pas de dynamique générale et homogène. La droite modérée n'avait aucun candidat dans la circonscription de Bastia, dont elle détenait le siège jusqu'en 2017.

Du côté de la majorité présidentielle, dans la première circonscription de Corse-du-Sud, le maire et président de la communauté d'agglomération d'Ajaccio, Laurent Marcangeli, parti de LR en 2018, a pris la tête d'Horizons et choisi de se représenter à la députation, à laquelle il avait préféré ses mandats locaux en 2017. Ce choix qui a affaibli LR, spécialement en Corse-du-Sud, était risqué à l'aune du processus de dénationalisation du politique en Corse. D'ailleurs, LR fit un choix inverse. Son unique adhérent à se présenter, le président de la fédération de Haute-Corse, n'a pas voulu porter l'investiture de son parti.

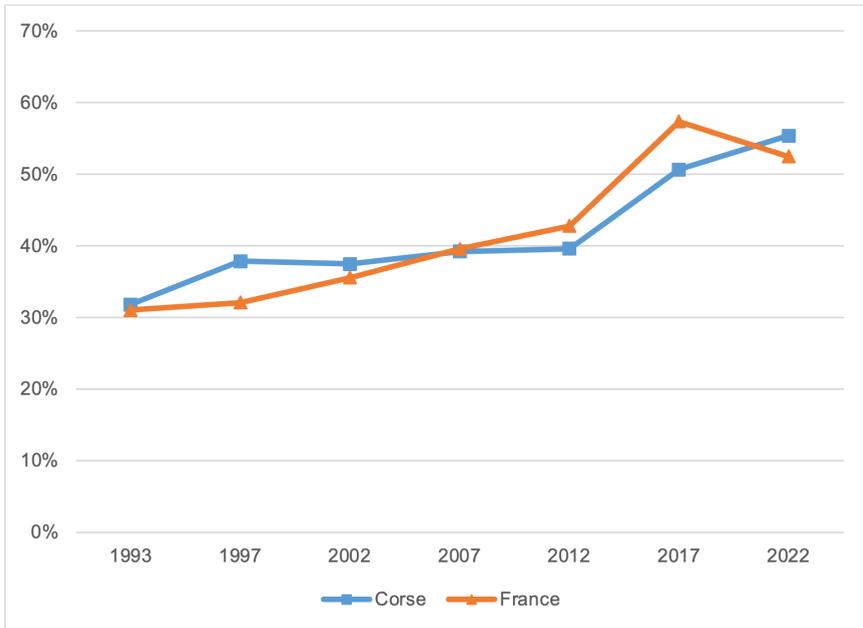
Du côté de la droite radicale, contrairement à 2017, le parti de M. Le Pen a pu investir un candidat dans les quatre circonscriptions. Quant à celui d'É. Zemmour, il était présent trois fois.

Ces divisions, absences et faiblesses ne pouvaient favoriser la participation, qui a baissé de près de 5% pour les deux tours de scrutin. Toutefois, il est difficile d'en tirer des enseignements généraux. Depuis 1993, lors de ces scrutins, l'abstention n'est jamais très éloignée de la moyenne nationale.

Tableau 5. L'éclatement de l'offre politique

	1 ^{ère} circo. de Corse-du-Sud (12 candidats)	2 ^{ème} circo. de Corse-du-Sud (11 candidats)	1 ^{ère} circo. de Haute-Corse (12 candidats)	2 ^{ème} circo. de Haute-Corse (8 candidats)
<i>Femu a Corsica</i> (autonomiste, majorité territoriale)	Candidat investi	Soutien au sortant PNC	Candidat investi (sortant)	Candidat investi (sortant)
PNC (autonomiste, opposition à l'Assemblée de Corse)	Pas de positionnement	Candidat investi (sortant)	Pas de positionnement	Pas de positionnement
<i>Core in Fronte</i> (indépendantiste, opposition à l'Assemblée de Corse)	Pas de positionnement au premier tour Soutien aux nationalistes présents au second tour			
<i>Corsica Libera</i> (indépendantiste, opposition hors-Assemblée de Corse)	Soutien à un nationaliste autonome	Pas de positionnement	Candidat investi	Pas de positionnement
<i>Ensemble</i> (majorité présidentielle)	Candidat investi (Horizons)	Soutien d'Horizons à une candidate DVD	Candidat investi (parti radical)	Pas de positionnement
<i>Les Républicains</i>	Retrait du sortant Pas de positionnement	Pas de positionnement	Soutien à un candidat	Pas de positionnement
<i>La France insoumise</i>	Candidat investi	Pas de positionnement	Candidat investi	Pas de positionnement
<i>Reconquête</i>	Candidat investi	Candidat investi	Candidat investi	Pas de positionnement
<i>Parti communiste français</i>	Quatre candidats investis			
<i>Rassemblement national</i>	Quatre candidats investis			
<i>Parti socialiste</i>	Pas de positionnement			
<i>Europe Écologie Les Verts</i>	Pas de positionnement			

Graphique 4. L'abstention au premier tour des législatives. 1997-2022



Considérant la présence d'acteurs nationalistes qui souhaitent une redéfinition du lien à la République, la question de l'abstention différentielle a un relief supérieur. Il ne s'agit pas seulement de la mobilisation des différents électorats mais de la légitimation de chaque arène politique. D'un côté, la forte abstention à la présidentielle procède en bonne partie d'électeurs nationalistes corses désirant signifier leur indifférence. D'un autre côté, les citoyens qui votent à la présidentielle mais pas aux législatives favorisent les nationalistes corses. Comme l'indique le tableau 10, les candidats nationalistes ont presque toujours été très désavantagés par l'abstention au second tour des législatives, et deux d'entre eux ont été très avantagés par l'abstention au premier tour de la présidentielle.

L'équivoque victoire nationaliste

Les nationalistes corses conservent les trois sièges conquis en 2017, mais la stabilité n'est qu'apparente. Dans la seule circonscription où ils étaient absents du second tour en 2017 (la première de Corse-du-Sud), le candidat nationaliste, qui n'a jamais exercé de fonction exécutive, a sérieusement menacé une grande figure de la politique insulaire ; dans la circonscription où leur victoire avait été la plus large, il ne l'emporte que pour 156 voix.

Tableaux 6 à 9 : les résultats des élections législatives de 2022 en Corse*

1 ^{ère} circonscription de Corse-du-Sud		1 ^{er} tour			2 nd tour	
Candidats	Nuances	Voix	% Inscrits	% Exprimés	Voix	% Exp.
Laurent MARCANGELI	ENS (Horizons)	7 972	15,25%	33,70%	12 013	51,76%
Romain COLONNA	Autonomiste (FaC)	4 135	7,91%	17,48%	11 195	48,24%
Nathaly ANTONA	RN	3 003	5,75%	12,69%		
Jean-Paul CARROLAGGI	Natio. hors partis	3 002	5,74%	12,69%		
2 ^{ème} circonscription de Corse-du-Sud		1 ^{er} tour			2 nd tour	
Candidats	Nuances	Voix	% Insc.	% Exp.	Voix	% Exp.
Paul-André COLOMBANI	Autonomiste (PNC)	9 549	15,44%	37,24%	14 746	57,60%
Valérie BOZZI	DVD (soutien d'Horizons)	7 084	11,45%	27,62%	10 853	42,40%
François FILONI	RN	3 788	6,13%	14,77%		
1 ^{ère} circonscription de Haute-Corse		1 ^{er} tour			2 nd tour	
Candidats	Nuances	Voix	% Insc.	% Exp.	Voix	% Exp.
Michel CASTELLANI	Autonomiste (FaC)	8 316	13,52%	33,77%	13 747	63,12%
Julien MORGANTI	Divers centre-gauche	3 352	5,45%	13,61%	8 032	36,88%
Alexis FERNANDEZ	RN	2 996	4,87%	12,17%		
Jean-François PAOLI	ENS (parti radical)	2 944	4,79%	11,96%		
2 ^{ème} circonscription de Haute-Corse		1 ^{er} tour			2 nd tour	
Candidats	Nuances	Voix	% Insc.	% Exp.	Voix	% Exp.
Jean-Félix ACQUAVIVA	Autonomiste (FaC)	10 670	15,71%	33,46%	16 777	50,23%
François-Xavier CECCOLI	DVD (soutien de LR)	9 267	13,64%	29,06%	16 621	49,77%
Lionel MORTINI	Natio. hors partis	5 736	8,44%	17,99%		
Jean CARDI	RN	3 658	5,38%	11,47%		

* Les candidats Colombani, Castellani et Acquaviva étaient sortants en 2022.

En analysant les résultats des bureaux de vote, on observe que les performances des nationalistes au second tour procèdent de causes variées. Cela confirme le primat des configurations locales et le fait que les nationalistes corses restent capables de séduire des citoyens aux convictions opposées. La nouveauté est qu'ils peuvent aussi faire l'objet d'un large rejet. Dans le tableau 10, le modèle 1 n'inclut que des variables rattachées aux mêmes élections législatives, et le modèle 2 rajoute des variables du premier tour de la présidentielle.

Dans ces modèles, le soutien à la droite radicale aux présidentielles n'a jamais d'effet positif significatif pour les candidats nationalistes corses au second tour ; il a même souvent un effet négatif. Au contraire, en Corse-du-Sud, la variable qui affecte le plus positivement ces candidats est le vote Mélenchon à la présidentielle. Il est vrai que les députés nationalistes élus en 2017 ont cherché à renforcer leurs liens avec la gauche, et que le programme de la NUPES proposait de donner à la Corse un statut « garanti par l'article 74 de la Constitution »²⁴, synonyme d'autonomie. Prosaïquement, vu l'absence de candidats de gauche, une part sensible de cet électorat a pu émettre un vote de barrage face aux candidats de la droite ou du centre.

Si l'on reprend les modèles sociologiques du tableau 3, au niveau du premier tour et des communes, les résultats sont encore plus difficiles à interpréter. De façon contre-intuitive, les variables corrélées à la sédentarité n'ont pas d'effet, du côté des nationalistes modérés comme de celui de leurs challengers soutenus plus ou moins officiellement par les indépendantistes de *Corsica Libera*. Pour chaque modèle, le vote en faveur des candidats modérés est négativement affecté par le niveau des loyers (jusqu'à -0,277**) et plus encore (jusqu'à -0,467**) par la part des immigrés²⁵. Loin de là, pour les trois autres candidats nationalistes, ce sont les parts des peu diplômés (jusqu'à -0,307**), des chômeurs (-0,302**) et plus encore des ouvriers (-0,61**) qui ont des effets négatifs puissants, révélant un soutien supérieur dans les communes aisées.

La deuxième circonscription de Haute-Corse, où la lutte fut la plus serrée, mérite une attention spéciale. Présenté comme l'instigateur de la rupture de la coalition nationaliste, l'ex-secrétaire général de *FaC*, Jean-Félix Acquaviva, en a subi les conséquences. L'autre candidat nationaliste, ancien conseiller exécutif (2017-2021), l'a accusé de pratiques clientélistes et ne s'est pas positionné pour le second tour. Des militants nationalistes d'autres partis m'ont confié avoir voté le candidat de la droite contre lui, et les données suggèrent que tel fut le cas. Surtout, l'analyse montre une mobilisation très large afin de défaire le sortant. Plusieurs anciennes places fortes de l'ancien député radical de gauche Giacobbi – Venzo-lasca, Penta-di-Casinca, Sant'Andrea-di-Cotone, etc. – ont aussi plébiscité le candidat de droite, François-Xavier Ceccoli.

24. <https://nupes-2022.fr/le-programme/>

25. La part des résidences secondaires a un impact positif, cependant beaucoup moins sensible.

Tableau 10. Le vote pour les candidats nationalistes corses. Second tour des législatives 2022

	1 ^{er} circo. Corse-du-Sud (Colonna) N=92		2 ^{ème} circo. Corse-du-Sud (Colombani) N=127		1 ^{er} circo. Haute-Corse (Castellani) N=91		2 ^{ème} circo. Haute-Corse (Acquaviva) N=233	
Nuance de l'adversaire	Ensemble (Horizons)		DVD (soutien d'Horizons)		Divers centre-gauche		DVD (soutien de LR)	
Constante : % votes/inscrits par bureau pour le nationaliste corse au 2 nd tour des législatives	44,787 (6,280)	32,822 (2,680)	48,006 (8,540)	4,766 (0,360)	45,621 (5,380)	15,114 (1,040)	60,895 (12,310)	23,670 (1,590)
% votes/inscrits RN 1 ^{er} t. des lég. 2022	-0,370 (-0,690)	-	-0,912** (-2,810)	-	-0,606 (-1,450)	-	-0,640* (-2,490)	-
% votes/inscrits centre-gauche 1 ^{er} t. des lég.	0,353** (2,920)	0,525** (3,170)	-	-	-0,081 (-0,370)	-0,103 (-0,350)	-	-
% votes/inscrits gauche PCF/LFI 1 ^{er} t. des lég.	-	-	-0,002 (-0,020)	-	-	-	-	-
% votes/inscrits autre nationaliste corse 1 ^{er} t. des lég.	0,294 (1,470)	0,146 (0,710)	-	-	0,454 (1,780)	0,187 (0,650)	-0,122 (-1,440)	-0,172 (-1,950)
% Abstention 2 nd t. des lég. 2022	-0,441*** (-3,660)	-0,455** (-3,530)	-0,330** (-3,560)	-0,458*** (-3,820)	-0,347* (-2,540)	-0,256 (-1,310)	-0,627*** (-6,520)	-0,645*** (-6,540)
% Abstention 1 ^{er} tour de la présidentielle 2022	-	0,221 (1,110)	-	0,451* (2,500)	-	0,112 (0,770)	-	0,450** (2,220)
% votes/inscrits Macron 1 ^{er} t. de la prés.	-	-0,448 (-1,540)	-	0,341 (1,370)	-	0,371 (1,640)	-	0,008 (0,030)
% votes/inscrits Lassalle 1 ^{er} t. de la prés.	-	0,512* (2,490)	-	0,950** (3,520)	-	0,775* (2,200)	-	1,027*** (3,550)
% votes/inscrits Le Pen 1 ^{er} t. de la prés.	-	-0,114 (-0,630)	-	0,281 (1,430)	-	0,156 (0,750)	-	0,180 (0,840)
% votes/inscrits Zemmour 1 ^{er} t. de la prés.	-	-0,177 (-0,440)	-	0,543 (1,960)	-	0,324 (1,100)	-	0,218 (0,680)
% votes/inscrits Mélenchon 1 ^{er} t. de la prés.	-	0,830* (2,500)	-	1,126** (3,550)	-	0,574** (2,770)	-	0,683* (2,550)
Erreur-type	8,799	7,971	9,422	8,975	7,007	6,778	14,170	13,187
Coefficient de détermination	0,679	0,761	0,492	0,578	0,607	0,666	0,536	0,630
R ²	0,461	0,579	0,242	0,334	0,368	0,443	0,287	0,396
R ² ajusté	0,436	0,532	0,223	0,295	0,339	0,381	0,278	0,375

**Tableau 11. Le vote au second tour
dans la deuxième circonscription de Haute-Corse**

	Acquaviva (REG)	Ceccoli (DVD)
Constante : % votes sur inscrits dans les communes (191) au 2 nd tour des législatives 2022	7,619 (stat. t. : 1,27)	-9,390 (stat. t. : -1,60)
% de participation - 2 nd tour des législatives 2022	0,786*** (7,90)	0,210* (2,13)
% votes/inscrits Giacobbi (PRG) 2 nd tour législatives 2012	-0,070 (-1,12)	0,042 (0,71)
% votes/inscrits Giudici (REM) 2 nd tour législatives 2017	-0,400*** (-3,79)	0,442*** (4,35)
% votes/inscrits Grimaldi (LR) 1 ^{er} tour législatives 2017	-0,656*** (-4,84)	0,635*** (4,69)
% votes/inscrits Mondoloni (DVD) 1 ^{er} tour législatives 2017	-0,516*** (-4,07)	0,554*** (4,19)
% votes/inscrits Cardì (RN) 1 ^{er} tour législatives 2022	-0,729* (-2,55)	0,700* (2,49)
% votes/inscrits Mortini (REG) 1 ^{er} tour législatives 2022	-0,186 (-1,95)	0,150* (1,51)
Erreur-type	13,035	13,051
Coefficient de détermination	0,667	0,551
R ²	0,445	0,304
R ² ajusté	0,424	0,277

L'interprétation ne saurait être univoque. D'un côté, parvenir à coaliser autant de forces d'opposition est frappant. D'un autre côté, avoir réussi malgré tout à conserver son siège atteste la solidité du candidat.

L'autre fait remarqué des législatives a été l'apparente progression des candidats RN. En réalité, celle-ci est parallèle à la tendance nationale, où les candidats RN ont rassemblé 18,68% des voix au premier tour – contre 13,20% en 2017 et 13,60% en 2012 –, et sa visibilité procède de causes régionales et conjoncturelles. En 2017, le parti venait de subir le départ de son chef de file à l'Assemblée de Corse et n'était même pas parvenu à présenter quatre candidats. Si l'on se réfère aux résultats de 2012, la progression est limitée voire nulle.

**Tableau 12. Les résultats des candidats FN/RN
au 1^{er} tour des législatives de 2012 et de 2022**

	2012 % inscrits	2022 % inscrits	2012 % exprimés	2022 % exprimés
1 ^{ère} circo. de Corse-du-Sud	5,78	5,75	10,27	12,69
2 ^{ème} circo. de Corse-du-Sud	5,91	6,13	9,83	14,77
1 ^{ère} circo. de Haute-Corse	4,80	4,87	8	12,17
2 ^{ème} circo. de Haute-Corse	5,08	5,38	8,35	12,47

En définitive, les résultats des législatives de 2022 en Corse se caractérisent globalement, eux aussi, par la continuité. Les nationalistes corses ont conservé leurs trois sièges, et la droite modérée demeure seule à pouvoir les contester efficacement. Ils restent capables de séduire des électeurs aux préférences diverses, et il est notamment probable qu'ils aient reçu l'appui de nombreux électeurs de gauche, ne fût-ce que pour faire échec aux candidats libéraux. Au demeurant, les nationalistes corses ont aussi montré de nouvelles faiblesses, dont les conséquences pourraient être majeures.

CONCLUSIONS

En Corse, la séquence électorale de 2022 se caractérise d'abord par la continuité vis-à-vis de 2017, mais cela se conjugue avec de nouvelles incertitudes. La droite radicale atteint des sommets lors de la présidentielle et les législatives consacrent un autre nationalisme qui a toujours cherché à s'en différencier autant que possible.

Cela suscite des polémiques, car le phénomène de porosité entre les deux votes existe ; les problèmes sont ceux de sa mesure et de ses moteurs. L'analyse écologique écarte une tendance massive, mais le besoin d'enquêtes tant quantitatives que qualitatives est criant.

Si, à la présidentielle, la progression de la droite radicale semble sans nuages, il n'en est pas de même pour les nationalistes corses au niveau des législatives. Leurs divisions génèrent des risques. Au second tour, par rapport à 2017, les sortants perdent entre environ 2 000 et 4 500 voix. L'état de grâce est terminé, et cela ne concerne pas les seules échéances électorales. Leurs rivalités actuelles paraissent de nature à hypothéquer leurs demandes d'évolutions institutionnelles.

Néanmoins, cela n'est pas ou pas encore synonyme de fin de règne. Considérant que les trois sièges de 2017 ont été conservés et qu'ils ont pu disputer le quatrième, les nationalistes restent de loin la première force politique de Corse. C'est particulièrement significatif pour *FaC*, qui concentre les critiques mais conserve ses deux députés et ne fut pas loin d'en obtenir un troisième.

Finalement, le système politique corse est entré dans une phase de troubles, entre 1/ un nationalisme institutionnalisé qui maintient ses positions mais est très critiqué ; 2/ un nationalisme contestataire qui a retrouvé de la vigueur, avec un retour – peu lisible – de la violence clandestine²⁶ ; 3/ des oppositions régionales qui accusent un fort déficit de structuration et de mobilisation ; et enfin 4/ un État qui tempore en envoyant des signaux jugés antinomiques. Ce faisant, les résultats des scrutins de 2022 ne constituent peut-être que les prémices d'une phase politique nouvelle dont on peine à imaginer les contours.

26. « Recrudescence de la violence clandestine : 64 attentats recensés en Corse depuis un an », *Corse-Matin*, 28 avril 2023.

RÉFÉRENCES / REFERENCES

- Adler D. & Ansell B. (2020), "Housing and Populism", *West European Politics*, vol. 43, n° 2, pp. 344-365.
- Della Posta D. J. (2013), "Competitive Threat, Intergroup Contact, or Both? Immigration and the Dynamics of Front National Voting in France", *Social Forces*, vol. 92, n° 1, pp. 249-273.
- Fazi A. (2017), « Les élections présidentielles et législatives de 2017 : une nouvelle phase de dénationalisation du politique en Corse ? », *Pôle Sud*, n° 47, pp. 163-178.
- Fazi A. (2020), « La résistance de l'État unitaire, ou un nouveau défi pour le nationalisme corse », in Levrat N., Sidjanski D. & Saint-Ouen F. (eds), *L'Union européenne et les nationalismes régionaux*, Genève, Publications du Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes, pp. 107-126.
- Fazi A. (2021), « Le nationalisme corse et les élections municipales : une conquête équivoque », *Pôle Sud*, n° 54, pp. 51-68.
- Fazi A. (2022), « Élections territoriales en Corse, 20-27 juin 2021 », *BLUE*, n° 2, pp. 70-74.
- Evans J. & Ivaldi G. (2020), "Contextual Effects of Immigrant Presence on Populist Radical Right Support: Testing the 'Halo Effect' on Front National Voting in France", *Comparative Political Studies*, vol. 54, n° 5, pp. 823-854.
- Gombin J. (2015), « Le changement dans la continuité: géographies électorales du Front national depuis 1992 », in Crépon S., Dézé A. & Mayer N. (eds), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 395-416.
- Hansen J. H. (2016), "Residential Mobility and Turnout: The Relevance of Social Costs, Timing and Education", *Political Behavior*, vol. 38, pp. 769-791.
- Huble F. & Battestini J.-T. (2022), « D'où vient Le Pen en Corse ? », *Le Grand Continent*, 15 mai, <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/05/15/dou-vient-le-pen-en-corse/>
- Ivaldi G. (2015), "Towards the median economic crisis voter? The new leftist economic agenda of the Front National in France", *French Politics*, vol. 13, n° 4, pp. 346-369.
- Ivaldi G. & Dutozia J. (2018), "The 'territorialization' of the Front National's populist politics in France", *Comparative European Politics*, vol. 16, n° 3, pp. 1033-1050.
- Kaufmann E. & Harris G. (2015), "'White Flight' or Positive Contact? Local Diversity and Attitudes to Immigration in Britain", *Comparative Political Studies*, vol. 48, n° 12, pp. 1563-1590.
- Lenclud G. (1988), « Des idées et des hommes : patronage électoral et culture politique en Corse », *Revue française de science politique*, vol. 38, n° 5, pp. 770-782.
- Mudde C. (2007), *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Patana P. (2022), "Residential Constraints and the Political Geography of the Populist Radical Right: Evidence from France", *Perspectives on Politics*, vol. 20, n° 3, pp. 842-859.
- Paxton F. & Peace T. (2020), "Window Dressing? The Mainstreaming Strategy of the Rassemblement National in Power in French Local Government", *Government and Opposition*, vol. 56, n° 3, pp. 545-562.
- Vasilopoulos V., McAvay H. & Brouard S. (2022), "Residential Context and Voting for the Far Right: The Impact of Immigration and Unemployment on the 2017 French Presidential Election", *Political Behavior*, vol. 44, pp. 1703-1730.